



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service des Sécurités

Arrêté n°70-2021-12-30-000 08

portant prescription des mesures départementales pour faire face à l'épidémie de SARS-Cov-2 dans le département de la Haute-Saône jusqu'au 31 janvier 2022

**Le préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1, L. 3131-9, L. 3131-15, L. 3131-17 et L. 3136-1 ;
- Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire modifiée par la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire et la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 07 octobre 2021 portant nomination du préfet de la Haute-Saône – M. Michel VILBOIS ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire modifié par le décret n°2021-1059 du 7 août 2021, notamment ses articles 1, 2-1 à 2-4 et 47-1 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 70-2021-12-05-00001 du 5 décembre 2021 portant prescription des mesures départementales pour faire face à l'épidémie de SARS-Cov-2 dans le département de la Haute-Saône jusqu'au 31 janvier 2022 ;
- Vu** l'avis du Haut Conseil de la Santé publique ;
- Vu** l'avis du Conseil scientifique Covid-19 sur le variant Omicron du 16 décembre 2021 ;
- Vu** les rapports d'information transmis par l'Agence régionale de santé de Bourgogne Franche-Comté ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de santé Bourgogne Franche-Comté en date du 29 décembre 2021 ;
- Vu** l'avis de Madame la Directrice d'académie des services de l'éducation nationale en date du 30 décembre 2021 ;
- Vu** la consultation des élus locaux et des parlementaires effectuée le 28 et 29 décembre 2021

Préfecture de la Haute-Saône
1 rue de la Préfecture - 70000 Vesoul
tél : 03 84 77 70 00 – courriel : pref-covid19@haute-saone.gouv.fr
Site internet : <http://www.haute-saone.gouv.fr>

- Considérant** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;
- Considérant** la situation épidémique sous surveillance et fluctuante dans le département de la Haute-Saône et le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 ainsi que ses effets en termes de santé publique ;
- Considérant** qu'un nouveau variant d'intérêt « Omicron » a été déclaré par l'OMS le 26 novembre 2021 ; que le variant Omicron a une transmission nettement augmentée par rapport au variant Delta, lui-même avec une transmission fortement plus élevée que le variant Alpha ;
- Considérant** que le taux d'incidence départemental, témoin de l'intensité de la circulation virale, est en augmentation ; que ce taux était de 368 cas pour 100 000 habitants au 5 décembre 2021 ; que ce taux est désormais de 537 cas pour 100 000 habitants au 24 décembre 2021 ;
- Considérant** que le taux de positivité en Haute-Saône, témoin de l'intensité de la circulation virale, est en augmentation ; que ce taux était de 7,3 % au 5 décembre 2021 ; que ce taux est de 8,1 % au 24 décembre 2021 ;
- Considérant** qu'au 3 décembre 2021, 16 patients étaient hospitalisés dont 5 en soins critiques ; que le taux d'occupation des places en soins critiques était de 42 % ; qu'au 24 décembre 2021, 41 patients sont hospitalisés dont 8 en soins critiques ; que le taux d'occupation des places en soins critiques est désormais de 67 % ;
- Considérant** la nécessité qui s'attache à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion ;
- Considérant** que la forte reprise épidémique rend nécessaire l'édiction de nouvelles mesures de prévention à l'échelle locale ; qu'il convient de maintenir une vigilance active dans la vie quotidienne, en appliquant notamment les mesures sanitaires et les gestes barrières ;
- Considérant** que le respect du port du masque de façon continue dans les rapports interpersonnels est l'une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus ; qu'il permet de réduire fortement les risques de transmission du virus par les personnes atteintes du SARS-Cov-2 mais ne présentant pas ou peu de symptômes lorsqu'elles sont en contact avec d'autres personnes ;
- Considérant** que le port du masque en extérieur est nécessaire dans les lieux de concentration de public, lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée et lorsque les temps de contact prolongé sont probables ;
- Considérant** que les communes de plus de 5000 habitants et les communes limitrophes formant une unité urbaine constituent des centres de brassages de la population de l'ensemble du département ;
- Considérant** qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;
- Considérant** que les contaminations en milieu scolaire sont en forte augmentation et engendrent une hausse des fermetures de classes ;
- Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les

conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de Madame la Directrice des services du cabinet

ARRÊTE

Article 1 – Abrogation de l'arrêté préfectoral n° 70-2021-12-05-00001 du 5 décembre 2021

L'arrêté préfectoral n° 70-2021-12-05-00001 du 5 décembre 2021 est abrogé.

Article 2 – Obligation de port du masque en extérieur

Le port du masque est obligatoire sur la voie publique pour les personnes de 11 ans et plus dans les communes de plus de 5 000 habitants et les communes limitrophes formant une unité urbaine :

- Vesoul, Échenoz-la-Méline, Frotey-les-Vesoul, Navenne, Noidans-les-Vesoul, Pusey, Quincey, Vaivre-et-Montoille ;
- Luxeuil-les-Bains, Froideconche, Saint-Sauveur ;
- Lure, Roye ;
- Gray, Arc-les-Gray ;
- Héricourt.

Cette obligation ne s'applique pas aux zones forestières.

Le port du masque est obligatoire dans les autres communes du département :

- dans les marchés alimentaires réguliers, les marchés festifs de type marché de Noël, les ventes au déballage ;
- lors des rassemblements de personnes comme les manifestations revendicatives, sportives (pour les seuls spectateurs), spectacles et animations de rue, les fêtes foraines de moins de 30 attractions ou stands ;
- dans les files d'attente ;
- sur le parvis des gares et aux arrêts de bus ;
- sur le parvis des établissements scolaires et d'enseignement supérieur, aux heures d'entrée et de sortie ;
- sur le parvis des lieux de cultes, aux heures d'entrée et de sortie des offices et célébrations ;
- sur le parvis des établissements de santé et médico-sociaux ;

Cette obligation s'applique également aux personnes âgées de 11 ans et plus accédant aux événements ou rassemblements de la liste précitée accessibles sur présentation du passe sanitaire.

Article 3 – Obligation du port du masque dans les cours de récréation

Le port du masque est obligatoire dans les cours de récréation pour les enfants âgés de 6 ans et plus, dans les établissements scolaires publics et privés du département.

Article 4 – Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dès sa publication au recueil des actes administratifs et sont en vigueur jusqu'au **31 janvier 2022 inclus**.

Article 5 – Dérogation au port obligatoire du masque

L'obligation de port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette situation et qui mettent en œuvre par ailleurs les autres mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 6– Sanctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5^e classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de 30 jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 7 – Voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet de la Haute-Saône, Direction des services du cabinet, Service des sécurités, 1 rue de la Préfecture BP 429 - 70013 VESOUL CEDEX
- un recours hiérarchique, adressé à : M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.
- un recours contentieux, adressé :
 - soit par courrier au tribunal administratif de Besançon, 30 Rue Charles Nodier - 25044 BESANCON CEDEX 3.
 - soit par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Le recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Article 6 – Application de l'arrêté

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Vesoul, Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Lure, Madame la directrice d'académie des services de l'éducation nationale, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Saône, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique du Doubs, Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône et dont copie sera adressée à Monsieur le Procureur de la République de Vesoul.

Fait à Vesoul, le 30 décembre 2021

le Préfet



Michel VILBOIS